



**Syndicat National de la DGFIP**

**FORCE OUVRIERE**

**Section de l'Aveyron**

[fo.ddfip12@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:fo.ddfip12@dgfip.finances.gouv.fr)

<http://www.fo-dgfip-sd.fr/012/>

## **Déclaration liminaire du Comité Social d'Administration du 20 juin 2023.**

Mme la Présidente,

Le contexte social dans notre pays est lourd. Depuis 5 mois le pays est secoué par une contestation qui, au vu la participation massive des Français contre la réforme des retraites, confirme la légitimité et la nécessité des organisations syndicales. Plus de 90 % des salariés sont opposés à cette réforme qui leur a été imposée sans le moindre vote à l'Assemblée nationale. Il y a une déconnexion profonde entre un gouvernement sourd et les citoyens. Ce fossé ne peut que s'accroître avec pareille absence de dialogue et un pouvoir qui impose la doctrine libérale de la Commission européenne à coup de gaz lacrymogène, de matraquage et de répression de la contestation. **Les grèves et manifestations doivent être entendues, elles sont un correcteur d'élection.** Le Président de la République réélu en 2022 n'affirmait-il pas le soir même de sa réélection : « À celles et ceux qui ont voté pour moi, non pour soutenir mes idées mais pour faire barrage à celles de l'extrême droite, **votre vote m'oblige**. Ce soir, je ne suis plus le candidat d'un camp, mais le Président de toutes et tous ». Qu'est-ce que cela aurait été si notre vote ne l'avait pas obligé... Voilà comment on fait encore plus le lit de l'extrême droite...

Le ministre de l'Économie et l'exécutif voient dans le maintien de la note de la dette française au niveau AA début juin 2023 par l'agence américaine Standard & Poor's, la validation de leur politique. Mais l'agence s'inquiète toutefois de l'absence de majorité du camp présidentiel pour faire passer ses réformes... Qu'elle se rassure, majorité ou pas, le pouvoir passe toutes ses réformes, de gré ou de force. L'avenir est sombre pour les citoyens français, le Service Public républicain... Nous le voyons chaque jour à la DGFIP. Le nombre d'agents baisse inexorablement, des missions disparaissent ou sont abandonnées, le travail se fait en masse avec des contrôles très à la marge. Les restructurations vont continuer, au profit des classes dominantes, mais au détriment des plus précaires, des marginaux du numérique.

Bien des sujets inquiètent les agents de la DGFIP. En premier lieu celui de la rémunération. L'INSEE estimait en avril dernier l'inflation à 5,9 % en 2023, alors qu'elle était déjà de 5,2 % en 2022. Le ministre de la Transformation et de la Fonction publiques, Stanislas Guerini, se satisfaisait il y a quelques jours de l'augmentation du point d'indice de 3,5 points en 2022. Pour lui cela représentait la plus forte augmentation du point d'indice depuis 37 ans. Sur le papier, c'est vrai, mais dans le réel, lorsque l'on tient compte de l'inflation, cette revalorisation est comparable à celle de 2017 qui était de 0,6 % pour 1 % d'inflation. Le ministre se moquerait-il de nous ? Les chiffres, c'est un peu notre métier.

En 2023, la perte de pouvoir d'achat sera encore plus élevée pour les fonctionnaires. Le ministre annonce une augmentation de 2,5 points d'indice en deux fois, et une prime pour la

moitié des fonctionnaires les moins payés. La première revalorisation d'1,5 points est prévue pour juillet. La suite arriverait en janvier 2024. Les catégories C et les débuts de la grille des B pourraient également se voir distribuer quelques points (5 points, soit environ 25€ par mois). La prime pouvoir d'achat pour les agents publics ciblés sur la première moitié des fonctionnaires s'élèverait selon le ministre de 300 à 800€ brut (pour les rémunérations inférieures à 3 250€ brut).

Ces annonces laissent un constat très amer. Elles sont très largement insuffisantes, tardives, et continuent de maintenir la perte de pouvoir d'achat des agents qui ne cesse d'augmenter d'année en année. Ces revalorisations ne peuvent pas se cantonner à la grille des C et au début de celle des B. Il est édifiant de voir que les mesures indiciaires pour les C iront jusqu'à 7 % entre janvier 2023 et janvier 2024, soit environ 120€. C'est dire si la perte de pouvoir d'achat est importante et la mesure pas du tout à la hauteur. Quand les agents passent à la caisse du supermarché et qu'ils constatent que les produits alimentaires de leur panier ont augmenté parfois de 40 % et plus en quelques mois, ils attendent bien plus comme mesures.

Les agents ont beaucoup d'attente sur les carrières, la part employeur pour la mutuelle, les conditions de travail. Le cadre d'objectifs et de moyens 2023-2027 présenté par notre DG (mail aux agents du 25 mai) ne peut que nous faire constater la déconnexion entre Bercy et le terrain. Il nous parle d'amélioration de la qualité de service alors que les organisations syndicales dénoncent sa dégradation, d'éco-responsabilité alors que chacun sait l'impact climatique du tout numérique sur l'environnement, et de renforcer l'attrait de notre administration alors qu'elle ne l'a jamais été aussi peu. Les agents mutés d'office en Aveyron apprécieront ! Rappelons que la Fonction publique d'État a perdu près de 6 000 agents en 2022 alors même que le gouvernement tablait sur 767 postes supplémentaires. On recense 1 624 emplois en moins en 2022 rien que pour Bercy. Les difficultés de recrutement ne cessent d'augmenter. Alors nous parler de renforcer l'attractivité de notre administration, c'est gonflé quand les agents subissent : NRP, carrières bloquées, mutations forcées, perte de pouvoir d'achat, conditions de travail dégradées...

Le ministre délégué en charge des Comptes publics, Gabriel Attal, n'est pas en reste lui non plus. Début mai il présentait un plan de lutte contre la fraude fiscale avec une augmentation de 25 % des contrôles fiscaux des plus gros patrimoines, un renforcement des sanctions et le contrôle tous les deux ans des cent plus grandes capitalisations boursières. Les agents en charge du contrôle ont dû manquer de s'étouffer. Avec quels moyens ? Depuis 2002, 50 000 emplois ont été supprimés à la DGFIP. Le contrôle fiscal se réduit au fur et à mesure pendant que le contrôle social se durcit. Depuis 2012, ce sont 3 000 emplois de contrôle de la fraude fiscale qui ont été supprimés. Et le ministre annonce la création de 1 500 emplois. Mais bien sûr... Au mieux, il y aura des transferts d'emplois, personne n'est dupe. Car ce sont 850 postes qui sont supprimés en 2023 à la DGFIP (dont 9 en Aveyron). Et encore ce chiffre est probablement sous-estimé.

Décidément Mme la Présidente, il y a beaucoup de chiffres dans cette liminaire. Mais il s'agit de rétablir la vérité. Nos ministres ne peuvent pas toujours faire avaler aux agents n'importe quoi.

Des chiffres il en sera également question à l'ordre de ce Conseil Social d'Administration avec notamment le budget départemental. Il sera également question des élections des représentants du personnel au conseil médical alors que notre département est toujours sans Médecin de Prévention. Enfin, il sera une nouvelle fois question du NRP qui se poursuit dans notre département avec la suppression de la Pairie départementale qui sera

intégrée au SGC de Rodez. C'est dire la considération qu'a l'actuel président du Conseil Départemental envers les fonctionnaires pour que cette opération de restructuration se fasse.

La situation de vos services fiscaux en Aveyron est loin d'être brillante Mme la Présidente. Les restructurations, les suppressions d'emplois, les postes vacants, les réformes, tout cela dégrade les conditions de vie au travail des agents. Avec un SDIF au fond du trou qui ne répond ni au téléphone ni aux courriers ou E-Contact depuis l'automne dernier faute de moyens, des SGC proche de la rupture, des SIP qui ont été très sollicités par la campagne et qui maintenant enchaînent par une deuxième campagne avec Gérer mes biens immobiliers, c'est très compliqué. Les agents sont fatigués. Les usagers le sont également. La campagne Gérer mes biens immobiliers est éloquente. Tous les oubliés du numérique ou les victimes d'illectronisme se pressent à nos guichets ou tentent de joindre les services par téléphone et par mail. On les a menacés d'amende fiscale s'ils ne faisaient pas les déclarations d'occupation de leurs biens d'ici le 30 juin. Voilà le traitement que réserve notre administration aux citoyens. Et après on s'étonne de la défiance ambiante...

FO-DGFIP12 revendique :

- l'arrêt des suppressions d'emplois
- un recrutement de fonctionnaires titulaires à la hauteur des besoins
- le rattrapage de la perte du pouvoir d'achat depuis 2000 par l'augmentation de la valeur du point d'indice
- l'indexation de la valeur du point d'indice sur l'inflation
- un déroulement de carrière et des débouchés satisfaisants pour tous les agents



Les représentants FODGFIP-12.